

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/1/TUR/3
16 juillet 2004

(04-3064)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS, RÉGLEMENTATIONS ET PROCÉDURES ADMINISTRATIVES RELATIVES AUX MESURES DE SAUVEGARDE

TURQUIE

La communication ci-après, datée du 9 juillet 2004, est distribuée à la demande de la délégation de la Turquie.

La présente communication a pour objet de notifier au Secrétariat de l'OMC que, conformément à l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes, la Turquie a récemment promulgué une nouvelle législation sur les mesures de sauvegarde. Veuillez trouver ci-joint la traduction non officielle de cette nouvelle législation qui est constituée des textes suivants:

- Décret n° 2004/735 du Conseil des ministres, daté du 10 mai 2004; et
- nouveau Règlement sur les mesures de sauvegarde applicable aux importations.

Le Décret et le nouveau Règlement ont été promulgués le 29 mai 2004 et le 8 juin 2004, respectivement, et ont remplacé la législation antérieure reproduite dans le document de l'OMC G/SG/N/1/TUR/2, distribué le 14 décembre 1995.

DÉCRET SUR LES MESURES DE SAUVEGARDE APPLICABLES AUX IMPORTATIONS

(Journal officiel n° 25476 du 29 mai 2004)

Objet et champ d'application

Article premier – Le présent décret énonce les procédures et principes régissant l'adoption de mesures de sauvegarde lorsqu'un produit est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents, pour réparer ce dommage grave ou cette menace de dommage grave, à condition que ces mesures soient temporaires et limitées au dommage ou à la menace de dommage, compte étant tenu des obligations internationales et des intérêts du pays.

Définitions

Article 2 – Les définitions ci-après s'appliquent au présent décret:

- a) Sous-Secrétariat: Sous-Secrétariat au commerce extérieur;
- b) Direction générale: Direction générale des importations du Sous-Secrétariat au commerce extérieur;
- c) Comité: Comité d'évaluation des mesures de sauvegarde applicables aux importations;
- d) Contingent tarifaire: Quantité ou valeur des importations, bénéficiant d'une exemption de droits de douane et/ou d'autres charges financières ou d'une réduction de droits de douane et/ou d'autres charges financières pour une période spécifiée;
- e) Producteurs nationaux: Ensemble des producteurs de produits similaires ou directement concurrents en activité sur le territoire national, ou de ceux dont les productions additionnées de produits similaires ou directement concurrents constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits;
- f) Dommage grave: Dégradation générale notable de la situation des producteurs nationaux;
- g) Menace de dommage grave: Imminence évidente d'un dommage grave.

Compétence

Article 3 – En vertu du présent décret, le Sous-Secrétariat au commerce extérieur a compétence pour:

- a) proposer et appliquer des mesures de sauvegarde et en assurer le suivi;
- b) prolonger la durée de l'enquête, s'il y a lieu;

- c) tenir des consultations au niveau international dans le cadre de la législation connexe, rédiger des accords de conciliation et appliquer ces textes qui entrent en vigueur conformément aux procédures pertinentes;
- d) procéder à des examens sur les produits importés et vérifier l'exactitude des déclarations;
- e) coordonner la mise en œuvre du présent décret et donner des instructions à cet effet aux institutions et organismes pertinents;
- f) élaborer les règlements et communiqués relatifs à la mise en œuvre du présent décret.

Comité d'évaluation des mesures de sauvegarde applicables aux importations

Article 4 – Le "Comité d'évaluation des mesures de sauvegarde applicables aux importations" est établi aux termes du présent décret. Placé sous la présidence du Directeur général des importations ou d'un directeur général adjoint nommé par le Directeur général des importations, le Comité se compose d'un représentant autorisé de chacun des organismes suivants: Ministère de l'industrie et du commerce, Sous-Secrétariat de l'Office national de planification, Sous-Secrétariat aux douanes, Union des chambres de commerce, d'industrie, de commerce maritime et des bourses de marchandises turques, Directions générales des exportations, des affaires européennes et des Accords du Sous-Secrétariat, et du Chef de Département compétent de la Direction générale des importations. Le Président peut inviter aux réunions du Comité les experts qu'il juge pertinent de consulter.

Les services de secrétariat du Comité sont assurés par la Direction générale.

Les décisions concernant les mesures de sauvegarde sont prises par le Comité sur proposition de la Direction générale.

Le Comité exerce les fonctions suivantes:

- a) décider de l'ouverture ou non d'une enquête;
- b) décider de la poursuite ou de la clôture d'une enquête lorsque la demande est retirée en cours d'enquête;
- c) décider de l'adoption ou non de mesures de sauvegarde provisoires et, dans le cas où de telles mesures sont adoptées, en déterminer la forme, la portée et la durée;
- d) décider de l'adoption ou non de mesures de sauvegarde et, dans le cas où de telles mesures sont adoptées, en déterminer la forme, la portée et la durée;
- e) prendre des décisions au sujet des mesures de sauvegarde en cours;
- f) formuler des propositions en vue d'obtenir un décret du Conseil des ministres.

Mesures de sauvegarde provisoires

Article 5 – Des mesures de sauvegarde provisoires peuvent être appliquées, compte tenu des intérêts du pays, dans des circonstances critiques où tout délai causerait un tort qu'il serait difficile de réparer, et après qu'il a été déterminé à titre préliminaire qu'il existe des éléments de preuve manifestes, selon lesquels un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents.

Les mesures de sauvegarde provisoires peuvent prendre la forme de droits de douane, de charges financières additionnelles, de restrictions de la quantité/valeur des importations, de contingents tarifaires, ou d'une combinaison de ces formes.

Lorsque les mesures de sauvegarde provisoires prennent la forme de droits de douane, la différence entre le droit fixé dans le Décret sur le régime d'importation et le droit fixé comme mesure de sauvegarde provisoire est perçue à titre de garantie, conformément aux dispositions pertinentes de la législation douanière.

Lorsque les mesures de sauvegarde provisoires prennent la forme de charges financières additionnelles, la différence entre la charge financière additionnelle fixée dans le Décret sur le régime d'importation et la charge financière additionnelle fixée comme mesure de sauvegarde provisoire est perçue à titre de garantie, conformément aux dispositions pertinentes de la législation douanière. Dans les cas où aucune charge financière additionnelle n'est fixée dans le Décret sur le régime d'importation, le montant total de la charge financière additionnelle fixée comme mesure de sauvegarde provisoire est perçue à titre de garantie, conformément aux dispositions pertinentes de la législation douanière.

À l'issue de l'enquête, si le Comité décide que des mesures de sauvegarde sont nécessaires, le montant perçu à titre de garantie n'est pas remboursé et est versé au Trésor public.

Dans les cas où le montant de la mesure de sauvegarde est inférieur au montant de la mesure de sauvegarde provisoire, la différence est remboursée. Toutefois, dans les cas où le montant de la mesure de sauvegarde est supérieur au montant de la mesure de sauvegarde provisoire, la différence n'est pas perçue.

Par ailleurs, si le Comité décide que des mesures de sauvegarde ne sont pas nécessaires, la mesure de sauvegarde provisoire est abrogée, et le montant déjà perçu à titre de garantie est remboursé, conformément aux dispositions de la législation douanière relatives au remboursement des droits de douane garantis.

Mesures de sauvegarde

Article 6 – Des mesures de sauvegarde peuvent être appliquées à la suite d'une enquête, compte tenu des intérêts du pays, lorsqu'un produit est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents.

Les mesures de sauvegarde peuvent prendre la forme de droits de douane, de charges financières additionnelles, de restrictions de la quantité/valeur des importations, de contingents tarifaires, ou d'une combinaison de ces formes.

Autres dispositions législatives

Article 7 – Le présent décret n'affecte en rien:

- a) les prohibitions, restrictions quantitatives ou contrôles à l'importation appliqués au titre de la moralité publique, de l'ordre public ou de la sécurité publique; de la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de la préservation des végétaux; de la protection de trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique, ou de la protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale;

- b) les transactions de change;
- c) les obligations découlant d'accords internationaux;
- d) les dispositions du Décret sur le régime d'importation, du Règlement concernant les importations et de tout autre texte législatif relatif aux importations dont les dispositions ne sont pas en contradiction avec le présent décret.

Publication

Article 8 – Les décisions relatives à l'ouverture et à la clôture des enquêtes en matière de sauvegardes et les décisions relatives aux mesures de sauvegarde en cours prises en vertu du présent décret sont publiées au Journal officiel.

Règlement

Article 9 – Les procédures et principes relatifs à l'application des dispositions du présent décret et les procédures et principes de travail du Comité sont précisés dans le Règlement.

Dispositions législatives abrogées

Article 10 – Ont été abrogés le Décret sur les mesures de surveillance et de sauvegarde des importations et l'administration des contingents et des contingents tarifaires, entré en vigueur conformément au Décret du Conseil des ministres n° 95/6814 du 30 avril 1995, et le Décret sur les mesures de surveillance et de sauvegarde concernant les importations de produits originaires de certains pays, entré en vigueur conformément au Décret du Conseil des ministres n° 95/7348 du 6 octobre 1995, ainsi que tous leurs appendices et amendements.

Article premier provisoire – Avant l'entrée en vigueur du présent décret, les procédures relatives aux enquêtes menées et aux mesures de sauvegarde imposées en vertu du Décret sur les mesures de surveillance et de sauvegarde des importations et l'administration des contingents et des contingents tarifaires, entré en vigueur conformément au Décret du Conseil des ministres n° 95/6814 du 30 avril 1995, et du Décret sur les mesures de surveillance et de sauvegarde concernant les importations de produits originaires de certains pays, entré en vigueur conformément au Décret du Conseil des ministres n° 95/7348 du 6 octobre 1995, sont maintenues conformément aux dispositions du présent décret.

Article 2 provisoire – S'agissant des mesures de sauvegarde, sont comprises comme faisant référence au présent décret les références au Décret sur les mesures de surveillance et de sauvegarde des importations et l'administration des contingents et des contingents tarifaires, entré en vigueur conformément au Décret du Conseil des ministres n° 95/6814 du 30 avril 1995, et au Décret sur les mesures de surveillance et de sauvegarde concernant les importations de produits en provenance de certains pays, entré en vigueur conformément au Décret du Conseil des ministres n° 95/7348 du 6 octobre 1995, qui ont été abrogés.

Entrée en vigueur

Article 11 – Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication.

Exécution

Article 12 – Le Ministre responsable chargé du Sous-Secrétariat au commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

RÈGLEMENT SUR LES MESURES DE SAUVEGARDE APPLICABLES AUX IMPORTATIONS

(Journal officiel n° 25486 du 8 juin 2004)

Objet et champ d'application

Article premier – Le présent règlement, conformément au Décret n° 2004/7305 du 10 mai 2004, énonce les procédures et principes régissant l'adoption de mesures de sauvegarde lorsqu'un produit est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents, pour réparer ce dommage grave ou cette menace de dommage grave, à condition que ces mesures soient temporaires et limitées au dommage ou à la menace de dommage, compte étant tenu des obligations internationales et des intérêts du pays.

Définitions

Article 2 – Les définitions ci-après s'appliquent au présent règlement:

- a) Sous-Secrétariat: Sous-Secrétariat au commerce extérieur;
- b) Direction générale: Direction générale des importations du Sous-Secrétariat au commerce extérieur;
- c) Comité: Comité d'évaluation des mesures de sauvegarde applicables aux importations dont les procédures et principes de travail sont précisés à l'article 12;
- d) Contingent tarifaire: Quantité ou valeur des importations bénéficiant d'une exemption de droits de douane et/ou d'autres charges financières ou d'une réduction de droits de douane et/ou d'autres charges financières pour une période spécifiée;
- e) Contingent: Quantité et/ou valeur des importations bénéficiant d'une autorisation pour une période spécifiée;
- f) Producteurs nationaux: Ensemble des producteurs de produits similaires ou directement concurrents en activité sur le territoire national, ou de ceux dont les productions additionnées de produits similaires ou directement concurrents constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits;
- g) Dommage grave: Dégradation générale notable de la situation des producteurs nationaux;
- h) Menace de dommage grave: Imminence évidente d'un dommage grave;
- i) Partie intéressée: Représentants autorisés du/des pays intéressé(s), producteurs nationaux, importateurs, exportateurs/producteurs, consommateurs, utilisateurs ou organisations auxquelles ils sont affiliés ou leurs représentants autorisés.

Examen préliminaire

Article 3 – Un examen préliminaire peut être engagé à l'initiative de la Direction générale ou sur demande écrite des personnes physiques ou morales concernées ou des organisations ou associations professionnelles auxquelles elles sont affiliées s'il est allégué qu'un produit est importé en quantités tellement accrues qu'il cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents. Les demandes seront présentées au moyen de formulaires, fournis par la Direction générale, que les requérants devront remplir intégralement et avec exactitude.

Si elle le juge nécessaire, la Direction générale peut demander des renseignements et des documents additionnels à tout moment au cours de l'examen préliminaire.

Si la demande est retirée pendant l'examen préliminaire, la Direction générale peut mettre fin à la procédure.

Les résultats de l'examen préliminaire sont présentés pour évaluation au Comité. Sont essentiellement pris en compte les facteurs suivants:

- a) le niveau et les conditions des importations et les tendances des importations du produit considéré et les facteurs liés à la situation économique des producteurs nationaux;
- b) les mesures qu'il est possible de prendre dans le cadre du présent règlement.

Si le Comité décide de ne pas ouvrir d'enquête, sa décision est notifiée par écrit aux requérants par la Direction générale.

Enquête

Article 4 – Si le Comité décide d'ouvrir une enquête, sa décision fait l'objet d'un avis dans le Journal officiel. L'avis indique le délai imparti aux parties intéressées pour se faire connaître, présenter leurs vues par écrit et communiquer des renseignements. Il indique aussi le délai imparti aux parties intéressées pour demander à être entendues oralement par la Direction générale. Ces délais ne dépassent pas 30 jours, à compter de la publication de l'avis au Journal officiel.

Les parties intéressées doivent être entendues par la Direction générale lorsqu'elles ont présenté dans le délai fixé par l'avis publié au Journal officiel une demande écrite montrant qu'elles sont effectivement susceptibles d'être affectées par le résultat de l'enquête et qu'il existe des raisons particulières de les entendre oralement.

La Direction générale peut entendre les parties intéressées individuellement ou collectivement. Les renseignements fournis oralement par les parties intéressées sont pris en compte par la Direction générale, à condition d'être communiqués par écrit. Les parties intéressées, qui se sont fait connaître dans le délai indiqué dans l'avis, peuvent, sur demande écrite, consulter les renseignements disponibles se rapportant à l'enquête. Si la demande est acceptable, les parties intéressées peuvent consulter les renseignements fournis, à condition qu'ils ne soient pas confidentiels au sens de l'article 6.

Lorsque des renseignements ne sont pas communiqués dans les délais fixés par la Direction générale ou que le déroulement de l'enquête est entravé de façon notable, des constatations peuvent être établies sur la base des données de fait disponibles. Lorsque la Direction générale constate que

les parties intéressées lui ont communiqué des renseignements erronés ou fallacieux, elle ne tient pas compte des renseignements en question.

Lorsque la demande est retirée pendant l'enquête, le Comité examine la situation et peut décider de mettre fin à l'enquête.

L'enquête est menée par la Direction générale et est achevée dans un délai de neuf (9) mois. Dans des circonstances exceptionnelles, ce délai peut être prorogé de deux (2) mois.

Visites de vérification

Article 5 – La Direction générale peut effectuer des visites de vérification pour vérifier les renseignements communiqués par les parties intéressées et/ou obtenir des renseignements supplémentaires.

Les parties concernées sont informées de la nature des renseignements devant être vérifiés et/ou de tous autres renseignements à fournir pendant ces visites, ce qui ne devrait pas empêcher, toutefois, de demander pendant la vérification plus de détails à la lumière des renseignements obtenus.

Confidentialité

Article 6 – Les renseignements reçus en application du présent règlement ne sont utilisés que dans le but pour lequel ils ont été demandés. Aucun renseignement de nature confidentielle ou fourni à titre confidentiel n'est divulgué sans l'autorisation écrite de la personne qui l'a fourni, sous réserve des dispositions légales relatives aux actes constituant une infraction.

Tous les renseignements sont traités comme confidentiels lorsque leur divulgation peut être à l'origine d'une concurrence déloyale et de gains indus ou avoir un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui elle les a obtenus. Les renseignements qui sont fournis à titre confidentiel par les parties à l'enquête sont aussi traités comme tels sur exposé de raisons valables.

Les parties intéressées qui fournissent des renseignements confidentiels sont tenues d'en donner des résumés non confidentiels. Les résumés sont suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel. Dans des circonstances exceptionnelles, lesdites parties peuvent indiquer que ces renseignements ne sont pas susceptibles d'être résumés. Dans ces circonstances, les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni doivent être exposées par écrit.

Toutefois, s'il apparaît qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée et si la personne qui a fourni les renseignements ne veut pas en autoriser la divulgation sous quelque forme que ce soit, les renseignements en question peuvent ne pas être pris en considération, sauf s'ils peuvent être vérifiés auprès de sources appropriées.

Les dispositions qui précèdent n'empêchent pas l'utilisation de renseignements fournis à titre de référence à des renseignements généraux et, en particulier, pour expliquer les raisons sur lesquelles sont fondées les décisions prises en application du présent règlement.

Détermination et évaluation du dommage grave ou de la menace de dommage grave

Article 7 – Lors de l'examen des tendances des importations et des conditions dans lesquelles elles ont lieu, ainsi que du dommage grave ou de la menace de dommage grave causé aux producteurs nationaux, il est tenu compte, en particulier, des facteurs suivants:

- a) le volume des importations, savoir s'il y a eu ou non un accroissement notable, soit en termes absolus, soit par rapport à la production nationale ou à la consommation intérieure;
- b) le prix des produits importés, savoir s'il y a eu ou non sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit national similaire ou directement concurrent.
- c) l'incidence sur les producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents mise en évidence par l'évolution de certains facteurs économiques tels que: production, productivité, utilisation de la capacité, ventes, part de marché, pertes/bénéfices; et emploi.

Dans le cas d'une allégation de menace de dommage grave, la Direction générale peut examiner si la menace alléguée risque de se transformer en dommage réel. Dans ces cas, elle peut tenir compte des facteurs suivants:

- a) le taux d'accroissement des exportations à destination de la Turquie;
- b) les stocks et la capacité d'exportation du pays d'exportation et/ou d'origine, dans la situation actuelle ou telle qu'elle devrait être dans un avenir proche, et la probabilité que cette capacité soit utilisée pour l'exportation à destination de la Turquie.

Clôture de l'enquête

Article 8 – À l'issue de l'enquête, la Direction générale présente au Comité un rapport sur les résultats de l'enquête, accompagné de sa proposition.

Si le Comité décide qu'aucune mesure de sauvegarde n'est nécessaire, l'enquête est close et la décision de clore l'enquête, accompagnée d'un exposé des motifs, est publiée au Journal officiel.

Mesures de sauvegarde provisoires

Article 9 – Des mesures de sauvegarde provisoires peuvent être appliquées, compte tenu des intérêts du pays, dans des circonstances critiques où tout délai causerait un tort qu'il serait difficile de réparer, et après qu'il a été déterminé à titre préliminaire qu'il existe des éléments de preuve manifestes, selon lesquels un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents.

Les mesures de sauvegarde provisoires peuvent prendre la forme de droits de douane, de charges financières additionnelles, de restrictions de la quantité/valeur des importations, de contingents tarifaires, ou d'une combinaison de ces formes.

Dans les cas où les mesures de sauvegarde provisoires prennent la forme de droits de douane, la différence entre le droit fixé dans le Décret sur le régime d'importation et le droit fixé comme mesure de sauvegarde provisoire est perçue à titre de garantie, conformément aux dispositions pertinentes de la législation douanière.

Dans les cas où les mesures de sauvegarde provisoires prennent la forme de charges financières additionnelles, la différence entre la charge financière additionnelle fixée dans le Décret sur le régime d'importation et la charge financière additionnelle fixée comme mesure de sauvegarde provisoire est perçue à titre de garantie, conformément aux dispositions pertinentes de la législation douanière. Dans les cas où aucune charge financière additionnelle n'est fixée dans le Décret sur le

régime d'importation, le montant total de la charge financière additionnelle fixée comme mesure de sauvegarde provisoire est perçu à titre de garantie, conformément aux dispositions pertinentes de la législation douanière.

À l'issue de l'enquête, si le Comité décide que des mesures de sauvegarde sont nécessaires, le montant perçu à titre de garantie n'est pas remboursé et est versé au Trésor public.

Dans les cas où le montant de la mesure de sauvegarde est inférieur au montant de la mesure de sauvegarde provisoire, la différence est remboursée. Toutefois, dans les cas où le montant de la mesure de sauvegarde est supérieur au montant de la mesure de sauvegarde provisoire, la différence n'est pas perçue.

Par ailleurs, si le Comité décide que des mesures de sauvegarde ne sont pas nécessaires, la mesure de sauvegarde provisoire est abrogée, et le montant déjà perçu à titre de garantie est remboursé, conformément aux dispositions de la législation douanière relatives au remboursement des droits de douane garantis.

Mesures de sauvegarde

Article 10 – Des mesures de sauvegarde peuvent être appliquées à la suite d'une enquête, compte tenu des intérêts du pays, lorsqu'un produit est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents.

Les mesures de sauvegarde peuvent prendre la forme de droits de douane, de charges financières additionnelles, de restrictions de la quantité/valeur des importations, de contingents tarifaires ou d'une combinaison de ces formes.

Dans les cas où les mesures de sauvegarde prennent la forme d'une restriction de la quantité et/ou valeur des importations (établissement d'un contingent), le niveau moyen des importations effectuées pendant les trois dernières années représentatives pour lesquelles des statistiques sont disponibles est pris en compte, sauf si un niveau différent est nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave.

Durée et réexamen des mesures de sauvegarde

Article 11 – Les mesures de sauvegarde sont appliquées pendant la période nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement des producteurs nationaux aux conditions du marché intérieur. La durée des mesures de sauvegarde, y compris la durée de toute mesure provisoire, ne dépasse pas quatre (4) ans, à moins qu'elle ne soit prorogée conformément au paragraphe 3.

Si la durée de la mesure dépasse un an, la mesure est progressivement libéralisée, à intervalles réguliers, pendant la période d'application. Si la durée de la mesure dépasse trois ans, la situation est réexaminée au plus tard au milieu de la période d'application de la mesure en vue de vérifier si son application est toujours nécessaire ou d'accélérer le rythme de sa libéralisation.

La durée de la mesure peut être prorogée sur la base des résultats d'une nouvelle enquête devant être engagée, à condition qu'il soit déterminé que la mesure de sauvegarde continue d'être nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave, et qu'il existe des éléments de preuve selon lesquels les producteurs nationaux s'ajustent aux conditions du marché intérieur. Une mesure prorogée n'est pas plus restrictive qu'elle ne l'était à la fin de la période d'application initiale, et

continue d'être libéralisée. La période d'application totale d'une mesure de sauvegarde ne dépasse pas dix (10) ans.

Aucune mesure de sauvegarde n'est de nouveau appliquée à l'importation d'un produit qui a fait l'objet d'une telle mesure pendant une période égale à la moitié de celle durant laquelle cette mesure a été antérieurement appliquée, à condition que la période de non-application soit d'au moins deux (2) ans.

Une mesure de sauvegarde d'une durée de 180 (cent quatre-vingts) jours ou moins peut être appliquée de nouveau à l'importation d'un produit si un an au moins s'est écoulé depuis la date d'introduction d'une mesure de sauvegarde visant l'importation de ce produit, et si une telle mesure de sauvegarde n'a pas été appliquée au même produit plus de deux fois au cours de la période de cinq ans ayant précédé la date d'introduction de la mesure.

Pendant la période d'application d'une mesure de sauvegarde, la Direction générale peut, de sa propre initiative ou sur demande, convoquer une réunion du Comité pour examiner les effets de la mesure et déterminer si son application est toujours nécessaire. Le Comité évalue les effets et résultats de la mesure et peut décider de continuer de l'appliquer ou de la retirer. Les décisions prises par le Comité, accompagnées d'un exposé des motifs, sont publiées au Journal officiel.

Principes et procédures de travail du Comité

Article 12 – Les principes et procédures de travail du Comité d'évaluation des mesures de sauvegarde applicables aux importations sont les suivants:

Le Comité se réunit, sur convocation du Président, à la majorité absolue. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première réunion, elle n'est pas requise à la réunion tenue le lendemain.

Le Comité prend ses décisions concernant les mesures de sauvegarde, sur proposition de la Direction générale.

Le Comité adopte ses décisions à la majorité des membres présents à la réunion. En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

Lorsqu'il est établi que des membres du Comité ont un lien correspondant à la définition donnée à l'article 245 du Code de procédure civile n° 1086 du 18 juin 1927, avec les parties concernées, ces membres ne participent pas aux réunions.

Les membres du Comité qui sont des représentants d'organisations professionnelles ne devraient pas être producteurs, exportateurs ou importateurs du produit visé par l'enquête ni en faire le commerce de quelque façon que ce soit. Autrement, la disposition du paragraphe ci-dessus s'applique.

Les services de secrétariat au Comité sont assurés par la Direction générale.

Autres dispositions législatives

Article 13 – Le présent règlement n'affecte en rien:

- a) les prohibitions, restrictions quantitatives ou contrôles à l'importation appliqués au titre de la moralité publique, de l'ordre public ou de la sécurité publique; de la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de la préservation des végétaux; de la protection de trésors nationaux ayant une valeur artistique,

historique ou archéologique, ou de la protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale;

- b) les transactions de change;
- c) les obligations découlant d'accords internationaux;
- d) les dispositions du Décret sur le régime d'importation et du règlement concernant les importations et de tout autre texte législatif relatif aux importations dont les dispositions ne sont pas en contradiction avec le présent règlement.

Communiqué

Article 14 – Le Sous-Secrétariat est autorisé à publier le communiqué relatif à l'application du présent règlement.

Dispositions réglementaires abrogées

Article 15 – Ont été abrogés le Règlement sur les mesures de surveillance et de sauvegarde des importations, publié au Journal officiel du 1^{er} juin 1995, n° 22300 (*bis*), et le Règlement sur les mesures de surveillance et de sauvegarde concernant les importations de produits originaires de certains pays, publié au Journal officiel du 1^{er} novembre 1995, n° 22450.

Article premier provisoire – Avant l'entrée en vigueur du présent règlement, les procédures relatives aux enquêtes menées et aux mesures de sauvegarde imposées en vertu du Règlement sur les mesures de surveillance et de sauvegarde des importations, publié au Journal officiel du 1^{er} juin 1995, n° 22300 (*bis*), et du Règlement sur les mesures de surveillance et de sauvegarde concernant les importations de produits originaires de certains pays, publié au Journal officiel du 1^{er} novembre 1995, n° 22450, sont maintenues conformément aux dispositions du présent règlement.

Article 2 provisoire – S'agissant des mesures de sauvegarde, sont comprises comme faisant référence au présent règlement les références au Règlement sur les mesures de surveillance et de sauvegarde des importations, publié au Journal officiel du 1^{er} juin 1995, n° 22300 (*bis*), et au Règlement sur les mesures de surveillance et de sauvegarde concernant les importations de produits originaires de certains pays, publié au Journal officiel du 1^{er} novembre 1995, n° 22450, qui ont été abrogés.

Entrée en vigueur

Article 16 – Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication.

Exécution

Article 17 – Le Ministre responsable du Sous-Secrétariat au commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent règlement.
